

Le troisième but des Soviets en instituant leur monopole était d'en faire un moyen de pression économique et politique, en mettant les divers pays en concurrence, en promettant de grosses commandes à ceux qui les reconnaîtraient officiellement, achèteraient leurs marchandises et surtout leur accorderaient des garanties de crédit.

Ainsi ils ont merveilleusement réussi à lier leurs intérêts et leur politique, même à certains Etats dont les gouvernements sont les plus hostiles à leurs idées, ils rompirent le boycott moral dont ils étaient l'objet et reprirent une certaine influence dans les questions internationales.

Il est navrant de voir que ces divers pays n'ont pas mieux su se défendre contre les inconvénients du monopole que les milieux économiques, et cela pour la même raison: à cause des luttes et des jalousies qui les divisent.

Nouvel emprunt soviétique

Les Soviets viennent de lancer un nouvel emprunt de 3 milliards de roubles 10 % à lots. Voici le tableau de leurs derniers emprunts qui montre l'accroissement de leur dette extérieure:

| Emprunts intérieurs de l'URSS | | | | | |
|---|---------------------|------|------|------|-------------------------------------|
| En milliards de roubles | | | | | |
| | Vers la fin de 1929 | 1930 | 1931 | 1932 | 1933 (y compris ce dernier emprunt) |
| Emprunts obligatoires | 0,6 | 1,3 | 3,7 | 6,7 | 9,7 |
| Emprunts volontaires | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | - |
| Emprunts sur les réserves des entreprises de l'Etat | 1,0 | 1,1 | 2,4 | 2,8 | 2,8 |

Rappelons que la population ne peut pas posséder de capitaux privés, que son épargne est dérisoire et qu'elle ne peut être placée qu'en emprunts d'Etat. Au début de 1933 ces caisses d'épargne ne possédaient que 994 millions de roubles, dont 564 millions déjà placés à long terme et 430 millions disponibles. Les fonctionnaires et ouvriers seront donc contraints de souscrire tout un mois de leur salaire, et ce soi-disant emprunt ne représentera pour eux qu'un nouvel impôt, d'autant plus sensible que le prix de la vie a énormément augmenté ces derniers temps, comme nous le montrerons plus loin.

* * *

En URSS - Revue de presse

Selon un communiqué officiel publié dans la "Pravda" et les "Izvestias", et que la "Vie économique" a reproduit le 20 mai, on aensemencé 53 millions d'hectares, 9 millions de plus que l'année dernière, mais seulement le 55,9 % des prévisions du plan.

Le gouvernement a prescrit aux organes du parti communiste de contrôler le résultat de ces semailles car, disent les journaux, bien des champs indiqués comme ensemenés ne l'ont pas été ou ont reçu trop peu de graines.

Le "Times" du 11 mai indique que 13.000 membres des "Jeunesses Communistes" ont été envoyés aux champs. Ils ont découvert que les paysans faute de vivres ont souvent consommé eux-mêmes les semences et que les organes de contrôle les ont parfois imités.

Le "Daily Express" annonce que la récolte sera mauvaise et que l'URSS achète du blé à l'étranger. 4 navires de blé canadien auraient reçu l'ordre de se rendre à Léninegrad et d'autres chargés de blé argentin sont dirigés sur les ports de la mer Noire, car le Gouvernement a de la peine à nourrir ses soldats et ses ouvriers. On cherche aussi à obtenir du blé à crédit aux Etats-Unis.

En Ukraine le litre de lait coûte 5 roubles, 10 pommes de terre 8 roubles, une poule 25-30 roubles, 10 oeufs 12-15 roubles, une paire de souliers 65-115 roubles, etc.;

le sucre et les tissus font complètement défaut. Les ouvriers, dont le salaire mensuel ne dépasse pas 100 roubles, n'arrivent plus à se nourrir; ils fuient en masse leurs entreprises et compromettent ainsi les résultats du plan.

Selon le "Times" du 6 mai les salaires sont payés avec de grands retards: le trust du sucre à Kharkov doit 3 millions de roubles à ses ouvriers, le trust minier de l'Oural leur doit 10 millions de r. et ces retards se produisent même dans les grands centres.

La presse soviétique accuse naturellement de "sabotage" les directeurs d'usine, plusieurs ont été condamnés. Or les entreprises ne reçoivent pas d'argent si elles n'ont pas rempli les prévisions du plan; elles ne peuvent alors plus payer leurs ouvriers qui les quittent et la situation devient encore pire. C'est un cercle vicieux.

Le contrôle des passeports a été rendu toujours plus sévère, pour empêcher les ouvriers de quitter leurs usines.

La socialisation des terres a tellement ébranlé l'économie soviétique que, même si l'on revenait en arrière, il faudrait plusieurs années pour rétablir une situation normale; et Staline est plus décidé que jamais à imposer par la terreur sa politique-agraire.

L'ancien "grenier de l'Europe" devra donc dès maintenant acheter des vivres à l'étranger, ce qui réduira ses commandes industrielles et rendra la situation financière toujours pire.

Les milieux allemands en relations avec la mission commerciale soviétique disent que Staline vient de présider à Moscou une commission de spécialistes chargée d'étudier les moyens d'éviter la faillite; mais ils ne savent pas quelles décisions cette commission a bien pu prendre.